



DECLARATION LIMINAIRE AU CTL DU 11 JUIN 2018

Monsieur le Président,

C'est une tendance lourde depuis des années dans des Services Publics mis sous tension permanente. Au prétexte d'économies budgétaires, pour partie discutables, l'exercice des missions est en danger et les réorganisations se multiplient.

A la DGFIP nous avons été particulièrement visés par les suppressions d'emplois mais aussi d'incessantes restructurations. Les difficultés se multiplient sur les conditions de travail et sur le contenu même du service public rendu aux usagers

L'actuel Gouvernement a clairement annoncé une accélération de ces tendances sous couvert de « réorientation de l'Action Publique ». Les annonces « RH » ont fixé le cap : plans de départs « volontaires » de fonctionnaires, recrutements de contractuels de droit privé dans les 3 Fonctions Publiques, rémunérations au mérite, mobilité forcée... En matière de contenu des missions, CAP 22 sera rendu public dans quelques semaines puis un Comité Interministériel tracera la « feuille de route » à décliner dans tous les services publics.

La Centrale veut poursuivre dans cette voie et le gouvernement s'apprête à donner des coups plus bas encore au paritarisme et à la représentativité. En voulant fusionner les CHS-CT et les CTL il nie le rôle complémentaire et indispensable de chacune de ces instances. En annonçant qu'il veut cantonner les CAP aux seules instances disciplinaires pour remettre quasi tous les sujets de gestion devant la justice administrative il fait pire encore. D'un côté il cherche à anéantir la représentation syndicale dans la Fonction Publique et de l'autre il veut placer les fonctionnaires dans une situation où leurs droits à la défense et la représentation seront pour la plupart d'entre eux, abandonnés. Jamais nous n'avons été confrontés à des attaques aussi frontales, ultralibérales et autoritaires. C'est un gouvernement liberticide que nous avons à affronter. La DGFIP est une administration « qui gêne », elle sera donc en première ligne

.Si tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, le Tarn et Garonne montre pourtant un fort signe ostentatoire de mécontentement et de souffrance ! Concernant notre DDFIP, les suppressions d'emplois successives, les restructurations passées, en cours ou à venir ont des conséquences de plus en plus marquées sur les conditions de travail, sur les collectifs de travail, sur les collègues les plus fragiles. Lors de nos visites nous constatons régulièrement le sous-effectif généralisé dans la majorité des services du département et nous entendons quelques chefs de service avouer que la situation devient intenable et ingérable.

On s'en voudrait d'oublier le climat anxiogène qui s'installe dans l'esprit de l'ensemble des agents des trésoreries, des SIP, SIE, SPF, etc ..., chefs de services compris, sur la crainte des démantèlements des structures justement, à l'ordre du jour de ce CTL : pour 2019 sur le papier on peut ajouter les fermetures des trésoreries de Lafrançaise et ST Antonin Noble VaL et le déplacement de Castelsarasin vers Moissac

Les agents de la DGFIP du Tarn et Garonne l'ont bien compris, d'autant qu'ils font partie des principaux visés. Avec un taux de grévistes avoisinant les 49 % pour le 22/03/2018 et le 03/05/2018 score le plus élevé du territoire, chiffre jamais atteint depuis janvier 2009, sans oublier la grève financée de 4 jours pour 25 agents du SIP de Montauban pendant la campagne IR.

Ce fort taux de mobilisation démontre que le seuil d'acceptabilité des agent-es est atteint tout comme pour Solidaires Finances et les autres OS du département Monsieur le directeur n'êtes vous pas interpellé et concerné par ce signal fort envoyé par vos agents ?.

Une fois de plus les personnels des finances publiques du Tarn et Garonne ont exprimé leur exaspération, leur colère et leur détermination à défendre leur avenir et celui de leurs vraies missions qu'ils vivent et les font vivre au quotidien.

Nous avons un bon exemple depuis une semaine où SIRHIUS est en place, impossible de corriger nos pointages, un message nous indique que 2 ou 3 agents par ½ journée seront autorisés à corriger au niveau national, le portail métier souvent inaccessible ceux qui paralyse tous les services au niveau national. Une étude de la DG estime 10% de temps perdu soit 350 agents /an par indisponibilité et c'est qu'un début du ralentissement des flux informatiques attendez l'arrivée de web -médoc

A côté de cela la DG investie sur le PAS et sa communication y compris avec des sociétés privées, où est le progrès ou sont les vraies économies ?.

En effet, alors que les personnels ont apporté la preuve, tant de leur engagement que de leur capacité d'adaptation à un environnement en constante évolution, ils sont sans cesse dénigrés y compris par ceux qui devraient au contraire les soutenir dans l'exercice de leurs missions.

Le ministre de l'Action publique et le Directeur général doivent entendre leur colère et répondre d'urgence à leurs revendications.

Vous devrez en tenir compte, Monsieur le Directeur, au moment où vous recevrez votre « feuille de route » celle de la cap 22 pour le département.

Monsieur le Président ,vous voulez détruire l'administration d'aujourd'hui, qui fonctionne pourtant bien, malgré les nombreuses attaques dont elle fait l'objet, malgré les suppressions d'emplois à flot constant, malgré le changement permanent institué en mode de management...et voulez construire une nouvelle administration...une e-administration...celle qui fonctionnera avec un minimum d'agent, au détriment d'une grande majorité de nos usagers.

Eh bien, monsieur le Président, dans ce projet que nous ne cautionnons pas, nous vous laissons donc à votre réflexion et à vos projets, pour rejoindre ceux de nos collègues qui ont à cœur de défendre leur mission de service public nos emplois et nos structures qui ont tout leur sens dans le modèle social et sociétal qui est le nôtre depuis maintenant près *de 60 ans*.

Solidaires Finances Publiques 82,

*le secrétaire
Stephane RAMBEAUD*